la Marseillaise

lundi 30 janvier 2017
Édition(s) : Marseille - Bouches-du-Rhône
Page 7
1010 mots

ENTRETIEN

Entretien

Entretien

Claude Jorda, conseiller départemental du canton de Gardanne, fait le bilan, au nom des élus du groupe Communistes et partenaires dont il est président, de presque deux années au sein de l'opposition.

Après avoir été élus de la majorité sous la mandature Guérini, les communistes siègent dans l'opposition depuis l'élection de Martine Vassal (LR) à la tête du Département en avril 2015. Ce qui n'empêche pas Claude Jorda, Gérard Frau, Aurore Raoux, Nicolas Koukas et Evelyne Santoru, de poursuivre leurs actions de terrain sur leurs cantons. « Nous assumons pleinement notre rôle d'élus de proximité », résume Claude Jorda.

Quel regard portez-vous sur la première année de mandature de Martine Vassal ?

Pour nous, le conseil départemental doit avoir pour cœur de métier tout ce qui tourne autour de la solidarité. Cette solidarité est malmenée par la majorité, c'est le moins que l'on puisse dire. Quand on voit par exemple la suppression de la prime de Noël pour les bénéficiaires du RSA, remplacée par des bons cadeaux, ou quand on entend à longueur de discours parler de mérite, de chasse aux tricheurs, alors que le Département doit être au contraire un véritable bouclier social ! L'autre cœur de métier, ce sont les aides aux communes. On est attentifs à ce qu'elles soient réparties de façon équitable, même si on se rend compte que c'est Marseille qui en bénéficie le plus.

Être dans l'opposition change-t-il votre façon de travailler ?

Ca change en partie car on a du mal, par exemple, à avoir des informations sur certains dossiers, du mal parfois à se faire entendre, mais par rapport à notre rôle d'élu de proximité, ça ne change rien. On a des responsabilités d'élus validées par la population, donc on fait notre boulot, mais de façon un peu originale, avec nos conseils de cantons. Dans ces réunions, nous pouvons rencontrer les habitants, bâtir les projets avec eux. Notre volonté est d'élargir ces réunions sur Marseille, voire d'autres villes. C'est à contre-courant de ce qui se fait dans la réforme des collectivités. Actuellement, certains pensent qu'il faudrait précipiter la fusion Métropole et Département. Nous nous élevons contre cette idée farfelue, qui oublie d'ailleurs que toute une partie du département n'est pas dans la Métropole. Je pense au secteur d'Arles. Ca veut dire quoi ? Qu'on ne va plus s'en occuper ? C'est invraisemblable.

Lorsque vous allez à la rencontre des habitants, que vous demandent-ils ?

Je vais prendre des exemples concrets : dans le secteur Arles/Port-Saint-Louis-du-Rhône, des batailles ont été menées à partir de revendications de citoyens, notamment sur les transports de collégiens, ou sur le bac de Barcarin dont les élus communistes ont défendu le financement par le conseil départemental. Sur Gardanne, les gens nous sollicitent face aux problèmes des associations, qui ont perdu 20% d'aides du Département. A leur demande, on met en place un conseil cantonal associatif pour mutualiser les actions et voir comment compenser cette baisse de subventions. A Martigues, nos élus sont impliqués pour l'hôpital, même si ça n'est pas du ressort du Département. Et quand le député Gaby Charroux a porté la question des jeunes migrants sans abri, Gérard Frau s'en est fait le relais. Nous sommes aussi investis pour les Maisons de la solidarité, l'un des derniers remparts à la crise. En tant qu'élus de terrain, on est à l'écoute des gens quand ils revendiquent qu'on ne ferme pas un bureau de poste. C'est primordial car les services publics sont les garants des principes de la République.

Le dialogue est-il facile avec les élus de la majorité ?

Dans l'opposition, on n'a pas les mêmes « pouvoirs », mais on peut travailler avec eux sur certains dossiers. Je ne dis pas que c'est toujours facile, surtout quand on « oublie » de nous répondre ou quand on n'a pas accès à toutes les infos. Mais on veut assumer notre rôle, on n'est pas là uniquement pour contester. Il peut y avoir convergence. On nous sollicite, pour notre expérience. Evelyne Santoru a été longtemps responsable du droit des femmes en tant que conseillère générale. La délégation a disparu mais elle continue à travailler sur ce thème. C'est une voix qu'on écoute.

Allez-vous vous impliquer dans les campagnes à venir ?

On a tous la liberté, en tant qu'élus et en tant qu'individus, de porter une parole en fonction de son contexte local. Nous avons fait le choix d'un candidat, Jean-Luc Mélenchon, pour la présidentielle. Non par rapport à la personne - ça fait longtemps qu'on ne croit plus au sauveur suprême - mais parce que c'est avec lui qu'on partage les véritables valeurs de changement. Notre choix est clair, sans ignorer la nécessité de se retrouver beaucoup plus unis de façon à pouvoir faire basculer cette élection. Par rapport aux législatives, en ce qui me concerne, j'ai deux candidats sur mon canton : André Molino suppléé par Anne Mesliand sur la 11e circonscription ; et Eric Sordet et Frédérique Bidart sur la 10e. Mes amis du groupe soutiennent Pierre Dharréville et Gaby Charroux. Demain à l'Assemblée nationale et au Sénat, en 2020 aux municipales, nous voulons des élu(e)s qui représentent le peuple et prolongent l'action et la colère de ceux qui refusent les régressions actuelles, combattent la droite extrémisée et l'extrême-droite et portent des propositions progressistes pour l'avenir du pays.

Réalisé par Sabrina Guintini ■

Tous droits réservés La Marseillaise 2017
C91E93F97940FB34B6BB0DE17C08A1751C769C84D8C32A75B6FBC8E